

1. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

La croissance mondiale devrait ralentir et les risques de dégradation s'accroître à mesure que se dessinent des réorientations majeures en matière de politiques publiques.

Après une succession de chocs prolongés et inédits, l'économie mondiale semblait avoir retrouvé une certaine stabilité, avec des taux de croissance stables mais ternes. Toutefois, la situation évolue alors que les gouvernements du monde entier redéfinissent leurs priorités et que les incertitudes atteignent de nouveaux sommets.

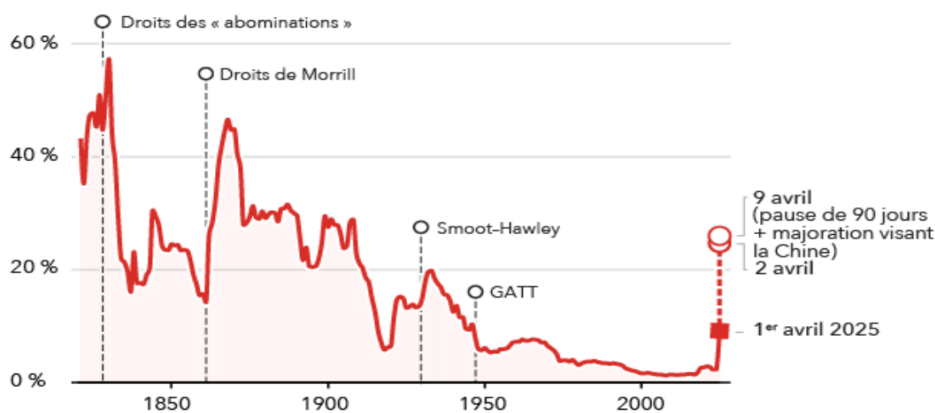
L'économie mondiale est restée résiliente en 2024, avec une croissance de 3,3 % en rythme annualisé sur le second semestre de l'année. Cependant, les indicateurs d'activité récente et les réorientations des pratiques d'échanges commerciaux laissent entrevoir une modération des perspectives de croissance de l'économie mondiale pour 2025.

- La confiance des entreprises et des consommateurs s'est dégradée dans certains pays.
- Des tensions inflationnistes persistent dans de nombreuses économies.
- Parallèlement, les incertitudes au niveau de l'action publique sont élevées, et d'importants risques subsistent.

Ainsi, dans une économie mondialisée et fortement intégrée, **le scénario central de prévision retient que la hausse des tarifs douaniers affectera négativement la croissance économique à court terme, comme le commerce mondial.**

Le choc qui "porte les droits de douane effectifs à des niveaux jamais observés depuis un siècle" aux États-Unis se double d'une forte incertitude quant à la mise en œuvre de ces annonces.

Droits de douane moyens effectifs, États-Unis



L'économie mondiale entre dans une nouvelle ère

Le système économique mondial dans lequel la plupart des pays évoluaient depuis 80 ans est remis à plat, et le monde entre dans une nouvelle ère. Les règles en vigueur sont remises en question alors que de nouvelles se font encore attendre.

Depuis la fin janvier, une vague de droits de douane a été annoncée par les États-Unis. Ils ont commencé par être imposés sur le Canada, la Chine, le Mexique et des secteurs essentiels, pour culminer par des droits quasi universels le 2 avril. Les droits de douane effectifs des États-Unis ont dépassé ceux atteints durant la Grande Dépression tandis que la riposte des principaux partenaires commerciaux a considérablement relevé les droits mondiaux. L'incertitude épistémique et l'imprévisibilité des politiques publiques qui en résultent sont des

déterminants majeurs des perspectives économiques. Si elle persiste, cette hausse brutale des droits de douane et l'incertitude qui l'accompagne vont considérablement ralentir la croissance mondiale.

Ainsi, après une croissance "stable mais décevante" jusqu'à la fin 2024 (3,3 % sur l'année), l'activité économique mondiale ralentirait à 3,1 % en 2025 et 3,0 % en 2026, sur fond d'augmentation des obstacles aux échanges dans plusieurs économies du G20 et d'aggravation des incertitudes qui vont peser sur l'investissement et les dépenses des ménages.

- **Aux États-Unis**, la croissance annuelle du PIB réel devrait ralentir par rapport au rythme soutenu enregistré récemment et se replier à 2,2 % en 2025 et 1,6 % en 2026.
- **En France**, selon le rapport d'avancement annuel 2025 de la Direction générale du Trésor (DGT), l'activité économique en France a résisté en 2024 (+ 1,1 %) malgré les incertitudes internationales. La prévision de croissance du PIB pour 2025 est revue à la baisse pour s'établir à + 0,7 %, en raison des incertitudes politiques et économiques internationales alors que la prévision d'inflation pour 2025 est inchangée à + 1,4 % mais dépend notamment de l'ampleur et de la durée de mise en œuvre des mesures commerciales décidées par les États-Unis.
- **Dans la zone euro**, la croissance du PIB réel, toujours atone en raison de la montée des incertitudes, devrait s'établir à 1,0 % en 2025 et 1,2 % en 2026.
- **En Chine**, la croissance devrait décélérer, passant de 4,8 % cette année à 4,4 % en 2026.

Etant donnée l'incertitude entourant l'enchaînement des rétorsions et la complexité des chaînes de valeur, il est difficile de prévoir l'ensemble des effets de cette hausse « historique » des droits de douanes de la première économie mondiale mais cela constitue nécessairement un choc d'offre pour le pays qui les impose" (les Etats-Unis), négatif à court terme pour l'inflation et l'activité, et à moyen terme pour la productivité. Les risques entourant les prévisions sont baissiers, toutefois, en cas de nouveau renversement de la politique commerciale américaine et d'une meilleure coopération, "les perspectives pourraient s'améliorer immédiatement".

L'économie polynésienne continue de croître en 2024 mais ses moteurs de croissances, externe et interne ralentissent rapidement

L'économie polynésienne continue de croître en 2024 après la hausse de 3 % du PIB en 2023 en s'appuyant essentiellement la demande intérieure. Ainsi, sur l'année 2024, ce sont les activités liées aux entreprises répondant à la demande domestique (+ 2,5 % de chiffre d'affaires sur un an) qui portent la totalité de la croissance annuelle.

Le chiffre d'affaires annuel des entreprises orientées vers le tourisme (transport aérien, hébergement, restauration, etc.) recule globalement de 1,5 %, avec la baisse dans les transports (- 2,5 %) et la stabilité dans l'hébergement-restauration. **Du côté des entreprises non touristiques**, ce sont les secteurs de la construction et des industries (industries agroalimentaires, industries en lien avec la construction et les autres industries) qui tirent la croissance de 2024 en y contribuant pour deux tiers en 2024.

- Le secteur de la construction (5 800 emplois en moyenne en 2024) a pu s'appuyer sur une demande des secteurs privé et public soutenue (travaux liés aux Jeux Olympiques, baisse des taux d'intérêt, investissement hôtelier) pour développer son chiffre d'affaires de 9 %, contribuant pour 0,8 point à la croissance annuelle.

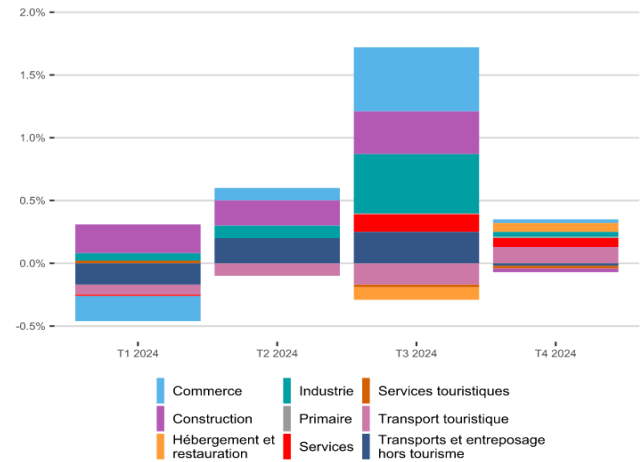
- La hausse annuelle du chiffre d'affaires dans les industries (+ 6 %) s'appuie principalement sur l'activité soutenue de la construction et de la demande plus forte des industries de biens intermédiaires d'une part, et d'autre part par une demande toujours forte des biens issus de l'industrie agroalimentaires (+ 3 %).

- Dans le sillage de la consommation des ménages, la contribution du commerce à la croissance reste positive (+ 0,4 point), mais son activité semble s'essouffler avec une hausse du chiffre d'affaires de + 0,2 % au quatrième trimestre pour une hausse annuelle de 0,7 %. La baisse du chiffre d'affaires dans le commerce

automobile (- 1,5 %) explique une partie ce résultat puisque les ventes sont restées stables en volume dans les commerces de détails avec une hausse du chiffre d'affaires (+ 1,5 %) qui est supérieure au niveau de l'inflation annuelle moyenne (+ 1,4 %).

Ce volume d'activités en lien avec la consommation des ménages a pu profiter d'un ralentissement de l'inflation en moyenne annuelle (+ 1,2 % en 2024 après + 3,3 % en 2023) et d'un marché du travail toujours dynamique (+ 4 % de salariés en équivalent temps plein).

FIG. 1. Contributions par secteur d'activité à l'évolution annuelle du chiffre d'affaires trimestriel



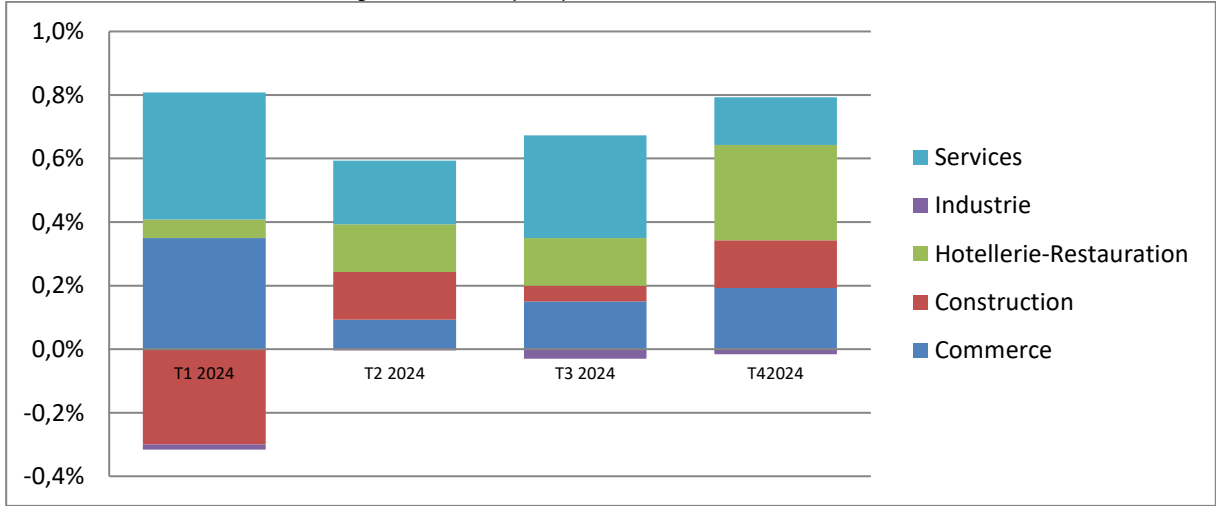
Source : DICI, ISPF

Le marché du travail continue sa progression en 2024

Portés par des effectifs touristiques élevés mais aussi par une demande intérieure soutenue, les effectifs salariés en équivalent temps plein (ETP) ont progressé chaque trimestre de 2024. Ce sont ainsi 2 150 salariés supplémentaires, en moyenne annuelle, qui ont rejoint le marché du travail en 2024 (+ 3,0 % sur un an) pour un total de 73 950 salariés en moyenne ou 64 800 salariés en équivalent temps plein (+ 3,2 %).

Si tous les secteurs ont proposé davantage d'emplois, les dynamiques ralentissent sur l'ensemble des secteurs avec un recours plus important aux heures supplémentaires (+ 6,2 % de salariés en moyenne dans ce cas en 2024). Ainsi, au total, les salariés polynésiens ont travaillé pendant 130 millions d'heures de travail (+ 3 % sur un an) pour une masse salariale versée par les employeurs en hausse de 5 % à 277 milliards de F.CFP. La hausse des effectifs salariés et du taux horaire contribue chacun pour moitié à la hausse de la masse salariale, soutenant ainsi le pouvoir d'achat des salariés.

Evolution trimestrielle de l'emploi salariés (ICS) et contributions des secteurs



Sources : Ispf ; CPS ; Indice emploi

Dans le sillage de la hausse des emplois salariés, le taux d'emploi (part des individus en emploi dans la population en âge de travailler) et le taux d'activité (part de la population active dans la population en âge de travailler) progressent à 57,7 % et 60 %. Toujours en deçà de celui de la France métropolitaine (70 % en 2024), l'écart se réduit à 11,2 points contre 13 points un an plus tôt. Le taux d'emploi se rapproche de ceux de Martinique et de Nouvelle-Calédonie et demeure plus élevé que dans les autres départements et collectivités d'Outre-mer.

Parmi les personnes en emploi, 4 700 sont en sous-emploi, c'est-à-dire travaillent à temps partiel, mais souhaitent travailler plus ; elles représentent 4,4 % des personnes en emploi, contre 6,1 % (6 200 personnes) en 2023.

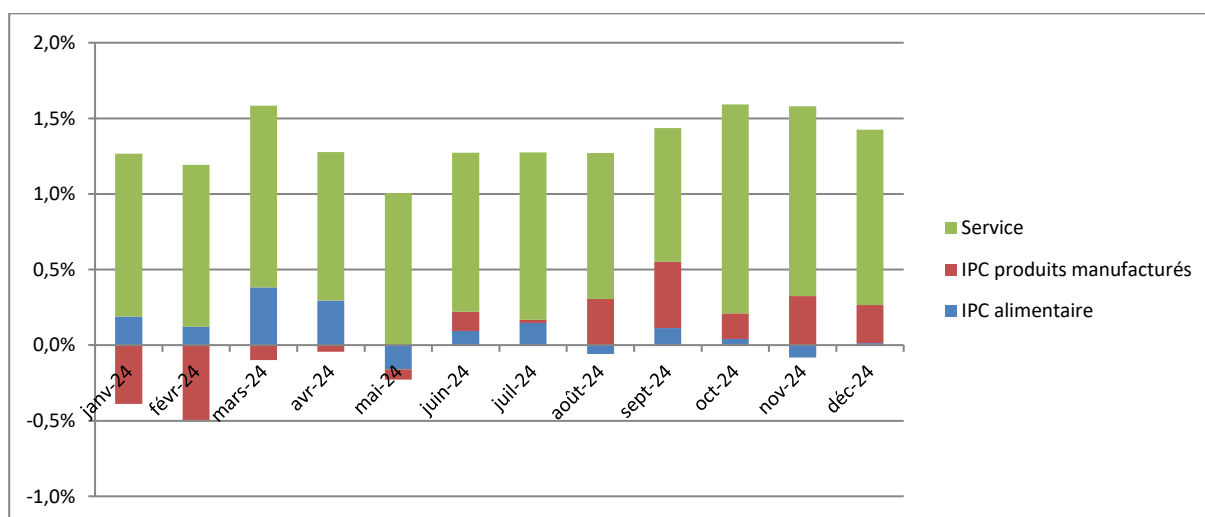
Le taux de chômage (part d'individus au chômage dans la population active) diminue à 7,5 % en Polynésie française, seule collectivité française à ne pas indemniser les demandeurs d'emploi, incitant peu à se déclarer comme chômeurs. A ces chômeurs, il faudrait rajouter les 22 000 personnes inactives qui souhaitent occuper un emploi, sans toutefois correspondre à la définition du chômeur. Ainsi au total, 105 900 personnes occupent un emploi, salarié ou non en 2024, soit 3 000 de plus qu'un an auparavant. Le nombre de chômeurs (8 600) demeure sous la barre des 10 000 depuis trois ans et recule de 1 000 personnes sur un an.

Une inflation toujours contenue

Même si l'inflation est restée contenue tout au long de l'année (+ 1,2 % en moyenne annuelle), son rythme n'a cessé de croître au fil de l'année, passant de + 1 % en moyenne trimestrielle au premier trimestre à + 1,5 % au quatrième trimestre 2024.

Si le prix des produits alimentaires a peu évolué sur un an (+ 0,1 %), tout comme le prix des carburants (155 F.CFP le litre depuis août 2023), ce sont les autres biens et services (+ 6,4 %), notamment les assurances (+ 9,8 %) et les services financiers (+ 5,4 %) qui ont le plus contribué à l'inflation (+ 0,6 point). Le prix des dépenses liées au logement (loyer, eau, électricité, gaz et autres combustibles) progresse de 2,4 % et contribue pour 0,4 point à l'inflation annuelle.

Évolution des contributions à l'inflation mensuelle par grands postes de consommation



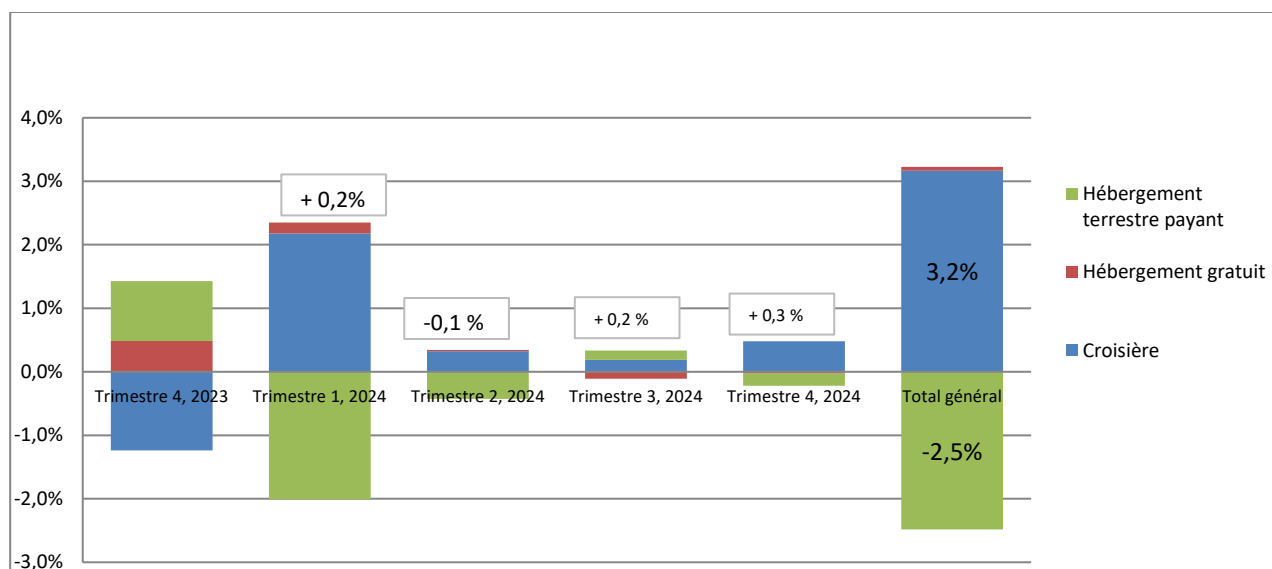
Sources : ISPF ; IPC

Un nouveau record de fréquentation touristique en 2024, mais le secteur terrestre marchand recule

En 2024, la fréquentation touristique progresse de 0,7 % pour s'établir à 263 800 touristes. À l'inverse des années précédentes, c'est le secteur de la croisière (+ 20 %) qui porte la hausse des effectifs, alimentée par une clientèle nord-américaine (+ 23 %) qui s'est détournée de l'hébergement terrestre marchand (- 14,5 %), contribuant au ralentissement de l'activité dans les transports et l'hébergement.

Si le nombre de nuitées progresse de 4 % avec le rallongement de la durée de séjour (+ 0,6 jour) à 16,2 jours, le nombre de chambres vendues en hôtellerie internationale diminue de 4 % malgré un parc hôtelier supérieur à l'année précédente (+ 4 %). Ce recul des ventes s'accompagne d'une hausse du prix moyen par chambre (+ 8,5 %) permettant de stabiliser le revenu par chambre disponible sur un an. Si le nombre de salariés travaillant en hébergement continue de progresser en moyenne annuelle (+ 2,1 %), l'offre a été plus importante dans le secteur de la restauration (+ 6 %).

Contributions trimestrielles à l'évolution annuelle des effectifs touristiques selon le mode de séjour

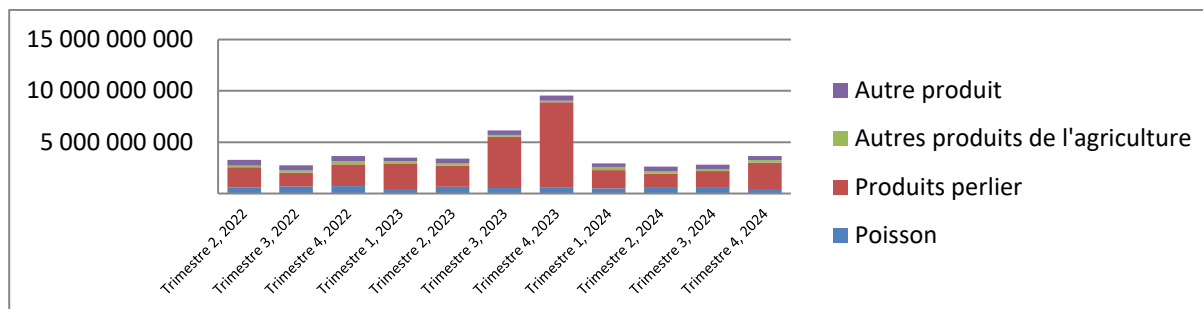


Sources : ISPF ; EFT

Les exportations de produits locaux se contractent de 47 % en valeur, mais dépassent toujours le niveau de 2022

Au quatrième trimestre, la valeur des exportations de produits locaux est inférieure de plus de 60 % par rapport à l'année précédente pour s'établir 3,6 milliards de F.CFP. Ce recul efface la hausse exceptionnelle des ventes de perles en 2023 pour retrouver ses niveaux habituels. Deuxième produit à l'export, les exportations de poissons sont aussi en retrait en cette fin d'année (- 25 % en valeur et en volume). Cette forte baisse des exportations au quatrième trimestre impacte fortement le résultat annuel qui diminue de 47 % pour totaliser 12 milliards de F.CFP (3 % de plus qu'en 2022). En représentant plus de la moitié de la valeur totale des exportations de l'année, la baisse des exportations de perles (7 milliards de F.CFP en 2024) contribue à la totalité de la baisse en valeur (- 10 milliards de recettes à l'exportation pour les perles). Le prix au gramme retrouve aussi le niveau de 2022 avec une baisse de 15 % à près de 840 F.CFP. La dynamique est meilleure pour les autres exportations de produits locaux, avec des exportations de poissons identiques à l'année précédente (2,3 milliards de F.CFP) et une hausse en valeur de 18 % des exportations de vanille pour un total de 660 millions de F.CFP. Les exportations de noni (260 millions de F.CFP sur l'année) sont multipliées par trois. En volume, les exportations de poissons, de vanilles et de noni sont supérieures respectivement de 2 %, 15 % et 55 % à 2023, avec un prix au kilo qui diminue de 2 % pour le poisson, qui progresse de 2 % pour la vanille et qui est multiplié par deux pour le noni.

Evolution des exportations de produits locaux

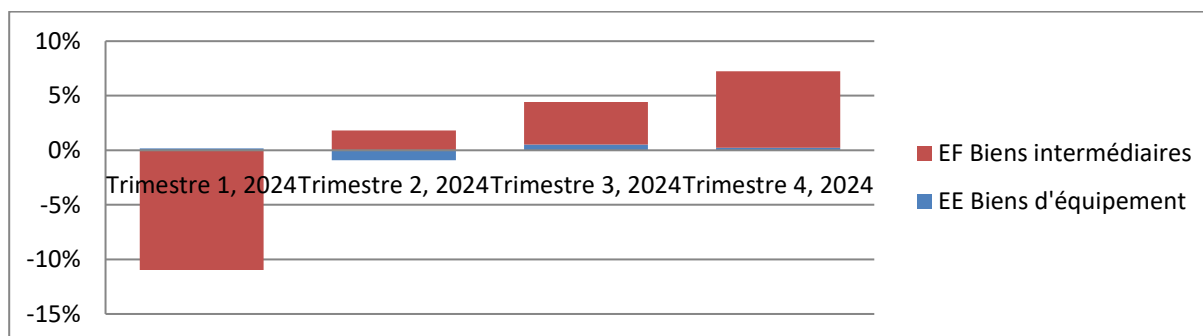


Sources : ISPF ; Douanes

L'investissement des entreprises résiste, celui des particuliers recule

Au quatrième trimestre, les importations à destination des entreprises sont supérieures de 16 % en volume et de 12 % en valeur par rapport à l'année précédente. Le volume des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires progresse respectivement de 12 % et 37 %. En valeur, les biens d'équipement augmentent de 12 %, mais se contractent de 11 % pour les biens intermédiaires. Sur l'année, les importations à destination des entreprises progressent de 1,8 % en volume et se contractent 1,6 % en valeur, du seul fait des importations de biens intermédiaires qui contribuent pour 1,8 point au volume global et pour - 1,6 point à la valeur globale. Les importations de biens d'équipement sont stables (+ 0,1 % en volume et en valeur).

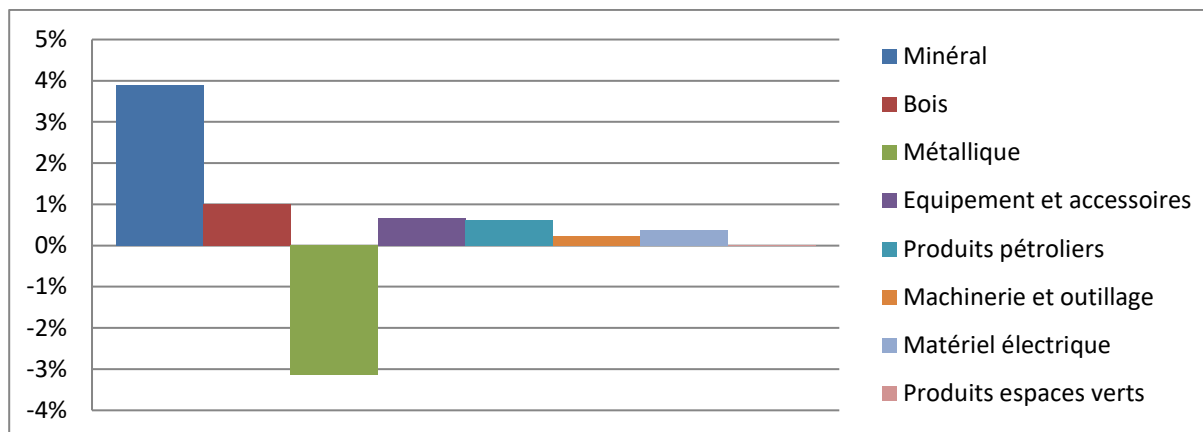
Contributions trimestrielles par produit de l'évolution annuelle des volumes importés à destination des entreprises



Sources : ISPF ; Douanes

Les intrants du BTP retrouvent une croissance en volume (+ 3,6 %), après deux années de baisse consécutives pour se situer 6 % au-dessus de 2019. La valeur progresse moins vite (+ 3,0 %) avec le recul global des prix unitaires qui s'observe sur l'ensemble des principaux produits (ciment, fer, bois, revêtement de sol). Sur ces produits, les importations de fer sont les seules à reculer en volume (- 19 % en 2024, après - 10 % en 2023) ; le ciment (+ 9 %), le bois et les revêtements de sol (+ 11 % chacun) sont en hausse.

Contributions par produit à l'évolution annuelle des volumes importés à destination de la construction en 2024



Sources : ISPF ; Douanes

Avec un coût du crédit immobilier pour les particuliers qui est resté élevé en 2024 (3,69 % en moyenne annuelle, contre 2,74 % en 2023), et ce malgré le recul des taux au dernier trimestre (3,57 % contre 3,73 % au troisième trimestre), le niveau des investissements immobiliers des particuliers se contracte pour la troisième année consécutive (- 17 % en 2024). Il se situe sous la barre des 30 milliards de F.CFP pour la première fois depuis 2017.

Pour les entreprises, le repli des investissements immobiliers (- 36 %) et en équipement (- 41 %) fait suite au niveau exceptionnel de 2023 (74 milliards de F.CFP) pour totaliser 44 milliards de F.CFP en 2024, soit 3 % de moins qu'en 2022. Ainsi, mis à part au premier trimestre, le solde d'opinion des entreprises du BTP sur l'activité passée est resté positif à chaque trimestre avec des investissements privés et publics soutenus. Néanmoins, les prévisions d'investissements à un an se dégradent au quatrième trimestre après avoir été bien orientées toute l'année malgré les oscillations des taux d'intérêt qui clôturent l'année à 3,56 %, soit 0,18 point de plus qu'en 2023.